



Questions à l'intention des exportateurs sur la diligence raisonnable en matière de droits de la personne

Les questions suivantes font partie du processus de diligence raisonnable de la CCC, conformément aux Principes directeurs des Nations Unies et aux Lignes directrices de l'OCDE. La CCC peut choisir d'effectuer une diligence raisonnable supplémentaire en fonction des réponses ou du profil de risque du projet.

Produit et/ou services

1. Des permis d'exportation canadiens ou des permis d'exportation d'autres juridictions seront-ils nécessaires pour le projet ? (S'il existe des permis existants ou des permis accordés antérieurement, veuillez les décrire.) *Note : Les articles qui nécessitent des licences d'exportation canadiennes ou américaines se trouvent sous les rubriques suivantes : [Guide de la Liste des marchandises et technologies d'exportation contrôlée du Canada](#) [The US International Traffic in Arms Regulations \(ITAR\)](#) L'exportateur est responsable de la demande des permis nécessaires.*

2. Quelles sont les utilisations possibles du produit/des services et quelle sera l'utilisation finale prévue du produit/des services. Les utilisations prévues ou possibles du produit/des services présentent-elles un risque sérieux de violations des droits de la personne, en particulier dans les populations civiles?



3. Le produit peut-il être modifié après la livraison de façon à présenter un risque sérieux de violations des droits de la personne, en particulier dans les populations civiles.
4. La société dispose-t-elle de représentants sur le terrain qui pourraient recueillir des renseignements relativement à l'utilisation du produit par les utilisateurs finaux pendant le contrat? Dans l'affirmative, ces renseignements seraient-ils

communiqués à la société?

Acheteur/utilisateur final

5. Veuillez fournir une description de l'acheteur, de l'utilisateur final et de leurs mandats.

6. La Société a-t-elle effectué de la diligence raisonnable de l'acheteur et de l'utilisateur final en ce qui concerne les risques liés aux droits de la personne ? (Veuillez décrire tous les risques et les mesures d'atténuation identifiés)

7. La société a-t-elle déjà exporté des produits semblables pour l'acheteur/l'utilisateur final? Dans l'affirmative, veuillez joindre de plus amples renseignements, y compris les rapports sur la façon dont les produits ou services ont été utilisés.

Historique du litige

8. La société, seule ou en partenariat, ou ses sociétés apparentées, actionnaires principaux ou cadres supérieurs, ont-ils déjà fait l'objet d'une enquête, été inculpés, été reconnus coupables par un quelconque tribunal ou été assujettis à des sanctions civiles ou administratives équivalentes pour des violations des droits du travail ou des droits de la personne? Dans l'affirmative, veuillez joindre de plus amples renseignements.

Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	--------------------------	-----	--------------------------

Gouvernance

9. Veuillez énumérer toutes les normes ou les initiatives volontaires en matière de responsabilité sociale des entreprises ou de durabilité que la société a adoptées ou approuvées (p. ex. Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, Principes directeurs pour les entreprises multinationales de l'OCDE, Pacte mondial des Nations Unies, Principes de l'Équateur).



10. Veuillez fournir des copies de toutes les politiques traitant des responsabilités et des attentes de la société ou de ses directeurs, agents, fournisseurs ou partenaires commerciaux relativement a) à la liberté d'association, b) au travail des enfants et au travail forcé, c) au temps de travail et au salaire minimum, d) à la non-discrimination, e) à la santé et la sécurité, f) à la gestion du risque en matière d'environnement, g) à l'usage de la force et/ou h) à tout autre droit de la personne reconnu à l'échelle internationale.

11. La société a-t-elle mis en place des mesures de contrôle et des procédures pour surveiller la mise en œuvre des politiques susmentionnées? Dans l'affirmative, veuillez joindre de plus amples renseignements.

Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
------------	--------------------------	------------	--------------------------

12. La société offre-t-elle de la formation en matière de droits de la personne à ses employés et/ou tiers associés? Dans l'affirmative, veuillez joindre de plus amples renseignements.

Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
------------	--------------------------	------------	--------------------------

13. La société effectue-t-elle une évaluation de la diligence raisonnable de sa chaîne d'approvisionnement pour examiner les conséquences possibles liées aux droits de la personne?

Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
------------	--------------------------	------------	--------------------------

Risk Management

14. Au cours des trois dernières années, la société a-t-elle réalisé ou commandé des évaluations du risque ou de l'impact afin de déterminer les conséquences négatives réelles ou possibles en matière de droits de la personne découlant (i) des activités, produits ou services de la société ou (ii) des activités, produits ou services de ses fournisseurs ou partenaires commerciaux? Dans l'affirmative, veuillez joindre de plus amples renseignements.

Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
------------	--------------------------	------------	--------------------------

15. La société dispose-t-elle d'une procédure pour veiller à l'atténuation des conséquences sur les droits de la personne, à la surveillance de la mise en œuvre et à l'amélioration de la gestion du risque en matière de droits de la



personne en fonction de ses évaluations des conséquences sur les droits de la personne et des observations liées à la diligence raisonnable? Dans l'affirmative, veuillez joindre de plus amples renseignements.

Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
------------	--------------------------	------------	--------------------------

16. La société possède-t-elle des procédures de plaintes officielles ou tout autre mécanisme de règlement des griefs lui permettant de recevoir les plaintes relatives aux droits de la personne et de les régler? Dans l'affirmative, veuillez joindre de plus amples renseignements concernant (i) les personnes qui ont accès au mécanisme, (ii) les types de plaintes qui peuvent être gérées et (iii) les garanties quant à l'équité procédurale.

Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
------------	--------------------------	------------	--------------------------

Divulgation

17. La société produit-elle des rapports publics sur sa gouvernance en matière de droits de la personne et son rendement? Dans l'affirmative, veuillez joindre tout rapport à cet effet publié au cours des trois dernières années.

Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
------------	--------------------------	------------	--------------------------

Signé, ce ____ jour de _____, 20 __, à _____, Canada.

--

(Signature)

--

(Nom)

--

(Designation)